

#QP TXB290

AMBEIJIN  
•COHONGKO

AVEC PRIERE DE FAIRE SUIVRE A AMM

HONG KONG 11.11.1992 12.00

0016 HHHHH

SI	OU	SC	RO	LZ	SM				
date									
visa									
11 NOV. 1992									
réf. <del>370.2</del> 370.2									

MONSIEUR LE CONSEILLER FEDERAL J.-P. DELAMURAZ

COPIE :  
 SECRETARIAT DU PRESIDENT DE LA CONFEDERATION  
 SECRETARIAE D'ETAT DE AE  
 DIVISION POLITIQUE 2  
 SECRETARIAT POLITIQUE  
 SERVICE ECONOMIQUE ET FINANCIER  
 GROUPEMENT DE LA SCIENCE ET DE LA RECHERCHE  
 OFFICE FEDERAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

*Handwritten notes:*  
 L'Etat - Eclair  
 pour ? ja-  
 va

OFAEE : BLF, JEK, ARI, IMB, SPI, BAL, ZOS, JAG, RAM, EBE,  
 COS, RUP

OFFICE FEDERAL DES QUESTIONS CONJONCTURELLES  
 OFFICE FEDERAL DE L'AVIATION CIVILE

AMBASSADES DE SUISSE A BANGKOK, BONN, CANBERRA, COLOMBO,  
 JAKARTA, KUALA LUMPUR, LONDRES, MOSCOU, LA NOUVELLE-DELHI,  
 PARIS, PEKIN, ROME, SEOUL, SINGAPOUR, TOKYO, WASHINGTON,  
 WELLINGTON  
 MISSIONS SUISSES A BRUXELLES, GENEVE, NEW YORK, VIENNE  
 DELEGATIONS SUISSES A GENEVE ET PARIS

MA VISITE A TAIWAN - MISSION  
 ECONOMIQUE MIXTE

ACCOMPAGNE DE MES DEUX COLLEGUES, LE MINISTRE LAUTENBERG ET  
 M. CONTESTABILE, AINSI QUE D'UNE DELEGATION DE L'ECONOMIE  
 PRIVEE DE QUINZE PERSONNES, DIRIGEE PAR LE PRESIDENT  
 BORGEAUD, J'AI FAIT DU 9 AU 11 NOVEMBRE UNE VISITE ECONO-  
 MIQUE DE TRAVAIL A TAIWAN, LA PREMIERE A MON NIVEAU. CELA  
 AVAIT SUSCITE AUPARAVANT UNE PROTESTATION D'UN DIPLOMATE DE  
 RANG MOYEN DE L'AMBASSADE DE CHINE A BERNE QUI DEMANDA A LA  
 DIVISION POLITIQUE 2 QUE J'ANNULE CE VOYAGE. CETTE DEMARCHE  
 SEMBLE AVOIR ETE DE ROUTINE, ETANT DONNE QUE JE FUS PRECEDE  
 DES MINISTRES BELGE ET AUTRICHIEN DU COMMERCE, TANDIS QUE LE  
 MINISTRE ALLEMAND DE L'ECONOMIE SE RENDRA A TAIPEI LA SEMAINE  
 PROCHAINE AVEC UNE QUARANTAINE D'HOMMES D'AFFAIRES. SI J'AI  
 EVITE DE ME RENDRE AUX AFFAIRES ETRANGERES, JE N'AI PU DECLINER  
 L'INVITATION POUR UNE VISITE DE COURTOISIE AUPRES DU PREMIER  
 MINISTRE HAN PEI-TSUN, QUI ATTACHE UNE ATTENTION PARTICULIERE  
 A LA COORDINATION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE. LORS DE L'ENTRETIEN,  
 JE N'AI PAS MANQUE DE SOULIGNER LE CARACTERE EXCLUSIVEMENT  
 ECONOMIQUE DE MA MISSION. A PART LES INDUSTRIELS SUISSES  
 ETABLIS A TAIWAN, J'AI RENCONTRE POUR DES ENTRETIENS DE TRAVAIL  
 M. VINCENT SIEW, MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES (QUE J'AVAIS  
 INVITE A DINER A GENEVE IL Y A DIX JOURS), M. K.S. SHEU, DIRECTEUR  
 DU BANI TAIWANAIS, M. LEE CHUNG-YONG, VICE-MINISTRE DES FINANCES,  
 M. SAMUEL SHIEH, GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE, M. M.H. KING,  
 VICE-PRESIDENT DE LA EURO-ASIA TRADE ORGANIZATION, AINSI QUE  
 LE VORORT TAIWANAIS. LA VISITE FUT PREPAREE A LA PERFECTION  
 PAR M. JOST FEER, DIRECTEUR DU TOSI QUI FONCTIONNE DE FACON  
 EFFICACE COMME UNE SORTE "D'AMBASSADE ECONOMIQUE" ET QUI A  
 FETE, LORS DE MA VISITE, SON 10EME ANNIVERSAIRE.

CONTEXTE DE LA VISITE

CETTE VISITE EST INTERVENUE A UN MOMENT OU TAIWAN SE TROUVE  
 A UNE VERITABLE CROISEE DES CHEMINS. AVEC UNE POSITION  
 MACRO-ECONOMIQUE DONT ON NE PEUT QUE REVER, LES RESERVES EN  
 DEVISES LES PLUS ELEVEES DU MONDE ET UNE CROISSANCE SE  
 SITUANT ENTRE 6 ET 7 0/0, LE PAYS TRAVERSE UNE PHASE D'AJUSTE-  
 MENT ECONOMIQUE DOMINE PAR LA TERTIARISATION. LE PLAN DE  
 DEVELOPPEMENT DE SIX ANS, QUI EN EST A LA FIN DE SA DEUXIEME  
 ANNEE, IMPLIQUE DES CHOIX IMPORTANTS AU NIVEAU DE LA REALI-  
 SATION DE PROJETS TRES AMBITIEUX EN MATIERE D'INFRASTRUCTURE,  
 DE PRODUCTION ENERGETIQUE ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.  
 L'ENVELOPPE TOTALE DE QUELQUE 300 MILLIARDS USD CONSTITUE UN  
 ATTRAIT EVIDENT POUR D'ANCIENS ET DE NOUVEAUX PARTENAIRES DE  
 L'ILE. TAIWAN ET LA RPC, BIEN QUE TOUJOURS SUR LEURS GARDES  
 SUR LE PLAN DES PRINCIPES ET DE LA SYMBOLIQUE POLITIQUE,  
 N'EN MULTIPLIENT PAS MOINS LES CONTACTS - ENCORE INDIRECTS -  
 HUMAINS, ECONOMIQUES ET D'INVESTISSEMENTS.

TAIWAN POUR SA PART, QUI SORT RENFORCE DU PROCESSUS DE  
 DEMOCRATISATION, ABANDONNE PROGRESSIVEMENT SON RETRANCHEMENT  
 POUR S'ENGAGER DANS UNE STRATEGIE PLUS OFFENSIVE ET PLUS  
 OUVERTE. CELA SE TRADUIT DU POINT DE VUE POLITIQUE PAR UNE  
 REDUCTION DE LA DEPENDANCE DES EU, LA MULTIPLICATION DES  
 CONTACTS EN EUROPE OCCIDENTALE ET CENTRALE AINSI QUE PAR UN  
 ENGAGEMENT DE PLUS EN PLUS VISIBLE DANS L'AIRE DU PACIFIQUE,  
 DONT L'ACCESSION A L'APEC. SUR LE PLAN ECONOMIQUE, LE PAYS  
 EST ENGAGE DANS UN EFFORT DE LIBERALISATION DES SECTEURS  
 SECONDAIRE ET TERTIAIRE, DONT L'ACCESSION AU GATT CONSTITUE  
 A LA FOIS LA CAUSE ET LA CONSEQUENCE. LE PAYS EST, ENFIN,  
 PLUS QUE CONSCIENT QUE FACE A L'EMERGENCE DE PAYS BIEN PLUS  
 COMPETITIFS DANS LA REGION, SEULS DES INVESTISSEMENTS  
 TAIWANAIS DANS CES PAYS AINSI QU'UNE AMELIORATION DE LA  
 QUALITE AJOUTEE PEUVENT EVITER UN VIEILLISSEMENT PRECOCE DE  
 CE DRAGON.



UYJ NPYSA MZKMX BUWYO YHUYT MWMEY HRYKT  
YSZVJ CYKYJ SFQKD YJYJO XWOYK

#QW TXA283

AMBEIJIN  
•COHONGKO

AVEC PRIERE DE FAIRE SUIVRE A AMMOSCO

HONG KONG 11.11.1992 12.00

@016(SUITE2) HHHHH

Sc	Ro	Lz	SM						
date									ala
visa									
2 NOV. 1992									
réf.	D1191								

LES SERVICES BANCAIRES, FINANCIERS ET ASSURANCES

LA MISSION A PLACE UN ACCENT PARTICULIER SUR CE SECTEUR, ENTRE AUTRE SOULIGNE PAR LA PARTICIPATION DE REPRESENTANTS DES TROIS GRANDES BANQUES. LES ENTRETIENS AVEC LE VICE-MINISTRE DES FINANCES, SON RESPONSABLE DE LA SURVEILLANCE BANCAIRE, LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE ET LE PRESIDENT DE L'ORGANE DE SURVEILLANCE DES VALEURS MOBILIAIRES ONT TOUS ETE CENTRES SUR UN ENCOURAGEMENT A POURSUIVRE ET SYSTEMATISER LE PROCESSUS DE LIBERALISATION DU SECTEUR ET SUR UNE DISCUSSION DES MODALITES D'ACCES AU MARCHE. DANS L'ENSEMBLE, NOS INTERLOCUTEURS ONT INSISTE SUR L'INTERET A DES INVESTISSEMENTS OCCIDENTAUX ACCRUS, TOUT EN AFFICHANT UNE PRUDENCE EVIDENTE DEVANT LES RISQUES D'UNE EMPRISE ETRANGERE (CHINOISE OU JAPONAISE). CECI EXPLIQUE AUSSI LA RETENUE DE LA BANQUE CENTRALE FACE A UNE LIBERALISATION PAR TROP BRUSQUE DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX ET A UNE CONVERTIBILITE DE LA MONNAIE. D'AUTRE PART, LE PLAN DE SIX ANS FIXE COMME OBJECTIF LA CREATION D'ICI 1996, D'UNE PLACE FINANCIERE POUVANT CONCURRENCER HONG KONG OU SINGAPOUR. EN MATIERE BANCAIRE, LES MODALITES REGLANT L'ACCES D'INSTITUTIONS ETRANGERES SONT EN REVISION QUAND BIEN MEME UNE GRANDE BANQUE SUISSE Y ENTRETIENT UNE SUCCURSALE ET LES DEUX AUTRES DES BUREAUX DE REPRESENTATION. MAIS AUSSI LE SECTEUR DES TITRES EST SOUMIS A UNE REVISION ASSEZ FONDAMENTALE DU DISPOSITIF REGLEMENTAIRE. IL A ETE PARTICULIEREMENT INTERESSANT DE CONSTATER QU'EN DEPIT DU SYSTEME SEGMENTE (BANQUES/TITRES), LES AUTORITES FINANCIERES CONCOIVENT LE DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES SUR TITRES AU DEPART D'UNE SUCCURSALE BANCAIRE ETRANGERE LORSQUE LA MERE EST UNE BANQUE. S'AGISSANT DU SECTEUR DES ASSURANCES, OU J'AI VIVEMENT RELEVE L'INACCEPTABLE DISCRIMINATION DES SOCIETES NON AMERICAINES, ON PEUT RAISONNABLEMENT COMPTER AVEC UNE OUVERTURE PROGRESSIVE.

D'UNE MANIERE GENERALE, ON GAGNAIT LE SENTIMENT QUE LA MULTITUDE DE PROGRES ACCOMPLIS OU ENVISAGES NE SONT PAS ENCORE INSERES DANS UN ENSEMBLE COHERENT, AVEC DES ECHEANCES PREETABLIES. ENFIN, NOUS N'AVONS PAS MANQUE DE SOULIGNER QU'UNE ADHESION AU GATS IMPLIQUERA L'ELIMINATION DES PRATIQUES LES PLUS CRIANTES ET UN MINIMUM D'ENGAGEMENTS DE LIBERALISATION.

P L A N D E S I X A N S (SIX-YEAR PLAN)

UN DES MOTIFS PRINCIPAUX DE LA VISITE DE LA DELEGATION MIXTE ETAIT DE MANIFESTER LE SOUHAIT DES MILIEUX INDUSTRIELS SUISSES A PARTICIPER A DIVERS PROJETS DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS. BIEN QUE LE PROGRAMME AIT PRIS UN CERTAIN RETARD POUR DES RAISONS DIVERSES, LE GOUVERNEMENT A L'INTENTION D'ALLER DE L'AVANT. NOS INTERLOCUTEURS NOUS ONT CONFIRME L'INTERET A VOIR DES ENTREPRISES SUISSES PARTICIPER A CES MARCHES PUBLICS. LA TECHNOLOGIE DE L'ENVIRONNEMENT (P. EX. INCINERATEURS DE DECHETS), DE L'ENERGIE ET DE LA CONSTRUCTION (SERVICES D'INGENIEURS) ONT ETE IDENTIFIEES COMME DES SECTEURS OU LA SUISSE POSSEDE UNE BONNE RENOMMEE EN RAISON DE LA HAUTE QUALITE DES PRODUITS, DES CONTACTS ET DES ENJEUX. EN PARTICULIER, LES AUTORITES GOUVERNEMENTALES ET DES ENTITES PRIVISES JAPONAISES, NOTAMMENT DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE. A CET EGARD, M. BORGEAUD (VORORT) ET M. MEIER (VSM) ONT ANNONCE LA VENUE DE DEUX DELEGATIONS DE REPRESENTANTS DU SECTEUR DE LA TECHNOLOGIE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES MACHINES-OUTILS AU PRINTEMPS PROCHAIN. L'INDUSTRIE SUISSE A EGALEMENT OFFERT LA COLLABORATION SOUS FORME DE JOINT-VENTURES ET DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE.

P R O P R I E T E I N T E L L E C T U E L L E

SUITE AUX DISCUSSIONS AVEC LE MINISTRE DE L'ECONOMIE V. SIEW DU 25 SEPTEMBRE A GENEVE, NOUS AVONS REMIS UN AIDE-MEMOIRE PORTANT SUR LA MODERNISATION DE LA LEGISLATION TAIWANAISE EN MATIERE DE PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE. NOUS AVONS EGALEMENT INSISTE SUR UN TRAITEMENT SELON LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE AU CAS OU TAIWAN DEVAIT ACCORDER DES PRIVILEGES AUX ETATS-UNIS POUR DES "PRODUITS PIPELINES" (PROTECTION RETROACTIVE).

0016(SUITES ET FIN) HHHHH

DEUX PROJETS DE DECLARATIONS UNILATERALES CONCERNANT LA RECONNAISSANCE (RECIPROQUE) DU DROIT DE LA PRIORITE EN MATIERE DES BREVETS ONT ETE REMIS AU DIRECTEUR GENERAL DU BOARD OF FOREIGN TRADE, M. K.S. SHEU. CES PROJETS SERONT EXAMINES PAR LE DEPARTEMENT COMPETENT ET CONSTITUENT LA SUITE A UNE QUESTION SOULEVEE EN JUIN DERNIER A BERNE AVEC UNE DELEGATION D'EXPERTS TAIWANAIS.

DANS LE SECTEUR PHARMACEUTIQUE, NOUS AVONS PAR AILLEURS RAPPELE LE PROBLEME DES "GENERIC" QUI DISCRIMINENT ET EVINCENT LES PRODUITS DE MARQUE. CE PROBLEME RESTE A L'ETUDE DANS LES MINISTERES CONCERNES, A CAUSE D'UN CONFLIT D'INTERETS EN RAISON DES COUTS DE LA SANTE PUBLIQUE.

LE MINISTRE V. SIEW NOUS A EN OUTRE ASSURES DE L'INTENTION DE SON GOUVERNEMENT D'ADAPTER LA LEGISLATION TAIWANAISE AU NIVEAU INTERNATIONAL. IL S'AGIT NEANMOINS D'UNE TACHE DE LONGUE HALEINE QUI IMPLIQUE DE SURCROIT L'ACCEPTATION D'UNE CONCEPTION ETRANGERE ' L'APPROCHE ASIATIQUE. V. SIEW A DONC FAIT APPEL A LA FOIS A L'ASSISTANCE TECHNIQUE (INSTRUCTION) ET A LA COOPERATION.

## L U F T V E R K E H R

DA DIE SWISSAIR, DIE IN TAIPEI EIN BUERO UNTERHAELT, ZWAR AN EINER FLUGVERBINDUNG ZWISCHEN TAIWAN UN DER SCHWEIZ NACH WIE VOR INTERESSIERT IST, ABER DER MOMENT FUER EINE KONKRETE ANFRAGE AUS VORWIEGEND POLITISCHEN GRUENDEN (CHINA, FLUGLINIE PEKING-SEOUL) NOCH NICHT GEKOMMEN IST, ERKUNDIGTEN WIR UNS LEDIGLICH UEBER DIE JUENGSTEN ENTWICKLUNGEN IN TAIWANS LUFTVERKEHR. WIR ERFUHRN, DASS DIREKTFLUEGE ZWISCHEN TAIWAN UND DER VOLKSREPUBLIK WEITERHIN VERBOTEN SIND, MAN ABER AUF EINE SPAETERE OEFFNUNG HOFFT. TAIWANS VERKEHRS-AUFKOMMEN HAT GEWALTIG ZUGENOMMEN: DIE INTERNATIONALEN FLUEGE NAHMEN 1992 UM 22 0/0, DIE INLANDFLUEGE UM 30 0/0 ZU. DIE KAPAZITAETS-AUSLASTUNG IST EBENFALLS SEHR HOCH, D.H. 90 0/0 UND MEHR JE NACH DESTINATION. DER MARKT BLEIBT DAHER AUCH FUER DIE SWISSAIR SEHR INTERESSANT.

T A I P E I I N T E R N A T I O N A L M A C H I N E  
T O O L S H O W (TIMOS)

UEBER 80 SCHWEIZERFIRMEN MOECHTEN AN DIESER WICHTIGEN WERKZEUGMASCHINENAUSSTELLUNG VOM 27.03.-1.04.1993 TEILNEHMEN, ABER DAS PLATZANGEBOT IST FUER AUSLAENDER STARK BESCHRAENKT. WIR HABEN DAHER UM UNTERSTUETZUNG DES WIRTSCHAFTSMINISTERIUMS UND DAS BOARD OF FOREIGN TRADE FUER DAS ANLIEGEN DER SCHWEIZERFIRMEN ERSUCHT. DAS GROSSE INTERESSE AN DIESER AUSSTELLUNG ENTSPRICHT DER WACHSENDEN BEDEUTUNG TAIWANS ALS ABSATZMARKT FUR DIE SCHWEIZ (ZUNAHME DER EXPORTE VON + 50 0/0 IM LAUFENDEN JAHR).

## G A T T - B E I T R I T T T A I W A N S

UNSERE GESPRAECHSPARTNER ZEIGTEN SICH VOELLIG BEWUSST, WELCHE VERPFLICHTUNGEN SIE MIT DEM BEITRITT ZU UEBERNEHMEN HATTEN, AUCH IM MOMENT, WO DAS GATT NACH DER URUGUAY-RUNDE BEDEUTEND WEITERGEHEN WUERDE ALS HEUTE (EINSCHLUSS DER DIENSTLEISTUNGEN, DER RECHTE DES GEISTIGEN EIGENTUMS, DER INVESTITIONEN, ETC.). SIE WAREN BEREIT, ENTSPRECHENDE ANPASSUNGEN IHRES WIRTSCHAFTSREGIMES VORZUNEHMEN, WIESEN ABER AUF GROSSE SCHWIERIGKEITEN BEI DER LANDWIRTSCHAFT HIN.

AUF WUNSCH GABEN WIR DIE WICHTIGSTEN PRODUKTEGRUPPEN BEKANNT, DIE WIR IN DEN BILATERALEN ZOLLVERHANDLUNGEN AUFZUNEHMEN GEDENKEN, SOWIE EINIGE NICHTTARIFARISCHE HEMMNISSE (IMPORTLIZENZEN, REGISTRIERVERFAHREN FUER PHARMAZEUTIKA, ZERTIFIKATE). WIR STELLTEN IN AUSSICHT, UNSERE SPEZIFISCHE BEGEHRENSLISTE IN DEN KOMMENDEN WOCHEN EINZUREICHEN. DIE TAIWANESEN WAREN SICH ABER AUCH BEWUSST, DASS SIE DURCH DIE GATT-MITGLIEDSCHAFT EINEN NEUEN INTERNATIONALEN STATUS ERHALTEN WERDEN, DER IHNEN DEN AUSBAU DER KONTAKTE UND BEZIEHUNGEN MIT ANDERN LAENDERN - INKL. DER SCHWEIZ - ERLEICHTERN DUERFTE. (BEREITS WURDE TAIWANESISCHERSEITS ANGEDEUTET, DASS MAN DIE FRAGE DER ETABLIERUNG EINER DELEGATION IN GENF DEMNAECHST MIT UNS AUFNEHMEN WERDE.) ALS SITZLAND DES GATT DUERFTEN SICH FUER DIE SCHWEIZ SOMIT ZUSAEZTLICHE MOEGLICHKEITEN BIETEN, DIE BEZIEHUNGEN MIT TAIWAN WEITER AUSZUBAUEN.

BLANKART+

LHHCZMNN(82/ 8. 947(2(